

## Derrière l'attaque contre la Libye : les stratégies de la guerre économique

par Manlio Dinucci\*

L'agression occidentale contre la Libye n'a pas eu pour but de s'emparer du pétrole local que des compagnies occidentales avaient déjà été autorisées à exploiter depuis la normalisation des relations diplomatiques. Il ne s'agit donc pas d'une guerre de ressources. Par contre, relate Manlio Dinucci, cette guerre, la reconnaissance précipitée par la France du Conseil national de transition (10 mars) et le sommet de Londres (30 mars), ont permis aux multinationales occidentales de modifier les termes de leurs contrats et de ne plus payer que des droits d'exploitation symboliques. De ce point de vue, il s'agit donc d'une guerre coloniale classique.

2 MAI 2011

Depuis  
Rome (Italie)

Pays  
● Libye

Thèmes  
● Approvisionnement  
en énergie



**L'OTAN a concentré ses interventions de « support aérien » aux rebelles armés autour de la raffinerie de Ras-Lanouf, qui concentre les 2/3 des capacités de raffinage du pays.**

L'invasion de la Libye, contrairement à ce qui se dit, a déjà commencé. Les unités d'assaut qui, opérant depuis longtemps sur le territoire libyen, ont préparé la guerre sont en train de l'effectuer : ce sont les puissantes compagnies pétrolières et les banques d'investissement étasuniennes et européennes.

Quels sont les intérêts en jeu ? Ceci émerge d'un article du *Wall Street Journal*, le réputé quotidien d'affaires et de finance [1]. Après l'abolition des sanctions en 2003, les compagnies pétrolières occidentales ont afflué en Libye avec de grandes attentes, mais ont été déçues. Le gouvernement libyen, sur la base d'un système connu sous le nom d'Epsa-4, concédait les licences d'exploitation aux compagnies étrangères qui laissaient à la compagnie étatique (National Oil Corporation of Libya, NOC) le pourcentage le plus élevé du pétrole extrait : étant donnée la forte compétition, ce pourcentage arrivait à environ 90 %. « *Les contrats Epsa-4 étaient ceux qui, à l'échelle mondiale, contenaient les termes les plus durs pour les compagnies pétrolières* », dit Bob Fryklund, auparavant président de la société étasunienne ConocoPhillips en Libye.



En 2005-06, après la normalisation des relations de la Libye avec l'Occident, la NOC a réalisé trois appels d'offres internationaux pour l'exploration et l'exploitation de ses réserves pétrolières, les plus importantes d'Afrique. Cependant, les contrats passés avec les multinationales étrangères ont pris la forme de joint-venture particulièrement favorables à la nation libyenne. C'est pour « libéraliser » ce système que le Conseil national de transition a créé la LOC et que les « volontaires » lui ont reconnu le droit d'exporter le pétrole libyen, lors du sommet de Londres, le 29 mars 2011. La gestion de la LOC a été confiée au Qatar qui, en échange, a mis Al-Jazeera à disposition des « volontaires » pour déstabiliser la Syrie.

d'État, qui serait imposée par le Fond Monétaire International en échange d' « aides » pour la reconstruction des industries et infrastructures détruites par les bombardements des « volontaires » mêmes.

Il apparaît aussi clairement pourquoi a été créée, en même temps, à Bengazi, la « *Central Bank of Libya* », autre coquille vide mais avec une mission future importante : celle de gérer formellement les fonds souverains libyens —plus de 150 milliards de dollars que l'État libyen avait investi à l'étranger— quand ils seront « dégelés » par les États-Unis et par les plus grandes puissances européennes. Qui les gèrera effectivement est démontré par le colosse bancaire britannique HSBC, principal « *gardien* » des investissements libyens « congelés » au Royaume Uni (environ 25 milliards d'euros) : une équipe de hauts cadres d'HSBC est déjà au travail à Bengazi pour lancer la nouvelle « *Central Bank of Libya* » [3]. Il sera facile pour HSBC et d'autres grandes banques d'investissement d'orienter les investissements libyens en fonction de leurs stratégies.

Un de leurs objectifs est de couler les organismes financiers de l'Union africaine, dont la naissance a été rendue possible en grande partie par les investissements libyens : la Banque africaine

Les raisons apparaissent ainsi clairement —par une opération décidée non pas à Benghazi mais à Washington, Londres et Paris— de la création par le Conseil national de transition de la « *Libyan Oil Company* » : une coquille vide, semblable à une des sociétés clé en mains, prêtes pour les investisseurs dans les paradis fiscaux [2]. Elle est destinée à se substituer à la NOC, quand les « volontaires » auront pris le contrôle des zones pétrolifères. Sa mission sera de concéder des licences à des conditions extrêmement favorables pour les compagnies étasuniennes, britanniques et françaises. Seraient par contre pénalisées les compagnies qui, avant la guerre, étaient les principales productrices de pétrole en Libye : avant tout l'italienne ENI qui a payé en 2007 un milliard de dollars pour s'assurer les concessions jusqu'en 2042, et l'allemande Wintershall qui venait au deuxième rang. Plus pénalisées encore seraient les compagnies russes et chinoises, à qui Kadhafi a promis le 14 mars (2011) de donner les concessions pétrolières retirées aux compagnies européennes et étasuniennes. Les plans des « volontaires » prévoient aussi la privatisation de la compagnie

d'investissement, avec siège à Tripoli ; la Banque centrale africaine, siège à Abuja (Nigeria) ; le Fond monétaire africain, siège à Yaoundé (Cameroun). Ce dernier, avec un capital programmé à plus de 40 milliards de dollars, pourrait supplanter en Afrique le Fond monétaire international, qui a jusqu'à présent dominé les économies africaines en ouvrant la voie aux multinationales et aux banques d'investissement étasuniennes et européennes. En attaquant la Libye, les « *volontaires* » essaient de couler les organismes qui pourraient un jour rendre possible l'autonomie financière de l'Afrique.

Partager cet



### **Manlio Dinucci**

Géographe et géopolitologue. Derniers ouvrages publiés :  
*Geograficamente. Per la Scuola media* (3 vol.), Zanichelli (2008) ; *Escalation. Anatomia della guerra infinita*, DeriveApprodi (2005).

**Les articles de cet auteur**  
**Envoyer un message**

Traduction **Marie-Ange Patrizio**  
**Les articles de cet auteur**  
**Envoyer un message**

Source **II Manifesto (Italie)**  
**Les articles de cet auteur**

---

[1] « *For West's Oil Firms, No Love Lost in Libya* », par Guy Chazan, *The Wall Street Journal*, 15 avril 2011.

[2] « *Le partage de la Libye a commencé à Londres* », *Réseau Voltaire*, 30 mars 2011.

[3] « *La rapine du siècle : l'assaut des volontaires sur les fonds souverains libyens* », par Manlio Dinucci, *Réseau Voltaire*, 22 avril 2011.